
SFRAS Meeting – minutes

YOUTH AND RAS

Host: Caritas Schweiz
Adligenswilerstrasse 15
6002 Lucerne

Time: April 12th, 2018, 09:15 – 12:15

Minutes and facilitation of the meeting: Stefanie Kaegi, Helvetas

1. Agenda

9.15	Opening & Welcome	Monique Frey (Caritas) and Stefanie Kaegi
9.20	Introduction to the topic	Stefanie
9.25	Farmer organizations to support groundnut and Karité value chains in Tschad	Speaker: Monique Frey, Caritas
9.35	Results of SDC study to assess effectiveness and efficiency of services delivered by farmer organisations in West Africa (TBC)	Speaker: Ernst Bolliger, Consultant for this SDC assessment (TBC)
9.45	CAPEX: Organic Cotton Experiences of Helvetas	Speaker: Stefanie Kaegi, Helvetas
9.55	Discussion of inputs	Moderation: Monique Frey
10.25	Input (virtual): Youth and Rural Advisory Services	Speaker: Serena Collana, KIT
10.35	Q&A	Speaker: Serena Collana, KIT
10.40	Coffee Break	
10.55	Initial group work on key policy messages to GFRAS and others: <ul style="list-style-type: none">• 1) What is the role SFRAS should and can play nationally and globally?• 2) Collection and prioritizing of key messages and topics for RAS related discussions (nationally and globally)	In groups of 5-6 persons
11.40	Sharing of results; conclusions	
12.00	News from members / planning of next meeting <i>Please report about recent or forthcoming events, publications, projects, initiatives related to RAS</i>	All
12.15	Closing	Stefanie

2. Participants

	Name	Institution
1	Ernst Bolliger	Ind. Consultant
2	Marnie Pannatier	Syngenta Foundation
3	Martin Schmid	HEKS
4	Natalie Ernst	GFRAS
5	Christina Grünewald	Swisscontact
6	Simon Degelo	Fastenopfer
7	Thierry Pleines	Agridea
8	David Schwitter	Worldvision
9	Angela Deppeler	Agridea
10	Joeb Slaats	Ind. Consultant
11	Johannes Brunner	HAFL
12	Sarah Mader	Swissaid
13	Monique Frey	Caritas
14	Stefanie Kägi	Helvetas
15	Ueli Mauderli	SDC
16	Jan Weber	Vivamos Mejor
17	Lorenz Schwarz	GFRAS

3. Presentations

i. Farmer organisations to support groundnut and karité value chains in Tschad

Monique Frey, Senior Advisor Food Security and Market at Caritas, presented the M4P project of Caritas to support groundnuts and karite value chains in Chad. In her presentation, Monique Frey highlighted the services that farmer organisations can offer to farmers and where challenges arise. Key services include spreading of knowledge on production, storage services and early purchase of the produce based on a promising collaboration with local banks. This enables the farmer organisations and the farmers to play with market price fluctuations and sell the produce at the best possible moment. Please download the presentation [here](#).

ii. Results of SDC study “ Bilan d’appui de la DDC aux Organisations Paysannes en Afrique de l’Ouest”

SDC mandated Ernst Bolliger to conduct the study “Bilan d’appui de la DDC aux Organisations Paysannes en Afrique de l’Ouest. » The study includes five countries : Benin, Burkina Faso, Mali, Niger, Chad. Ernst Bolliger presented the key results of the study with a specific focus on the farmer organisations’ capacities to offer RAS.

The presentation is available [here](#).

The following executive summary (in French) describes the main outcomes and content of E. Bolliger’s presentation (the following text is written by Ernst Bolliger):

« Les réajustements structurels imposés par la banque Mondiale et le Fonds Monétaire International vers la fin des années ‘80 ont entraîné une absence quasi-totale des services de l’Etat dans le développement rural. La structuration et l’organisation du monde rural était une réponse à ce vide.

Une bonne vingtaine d'années plus tard, une certaine déception peut être constatée en ce qui concerne le rôle de ces organisations paysannes qui se sont développées depuis, déception liée d'un côté aux attentes exagérées et d'un autre côté du besoin de temps pour ces organisations pour reconstituer leur capacité de gouvernance et de communication interne limitée.

L'appui de la DDC envers ces OP se basait pendant une longue période sur le principe d'un partenariat avec un respect de l'autonomie dans la prise de décision. Au bout d'une douzaine d'années d'appuis, des questions concernant l'efficacité de cet appui se posent. La DDC a décidé de dresser un bilan pour obtenir des réponses à ces questions.

*On peut constater des **acquis et des faiblesses**. Parlons tout d'abord des **acquis**. La structuration du monde rural dans les formes organisationnelles pour atteindre des buts communs (p.ex. coopératives pour la commercialisation des produits, associations pour la transformation des produits, unions pour l'implémentation de projets d'infrastructures ou la provision en intrants) sont des acquis ressentis à la base.*

Au niveau des OP faitières, la capacité de défendre les intérêts professionnels et la participation active dans le dialogue politique est au premier plan des acquis. Les Lois d'Orientation Agricole (LOA) ont été fortement influencées par les OP faitières dans tous les pays visités (p.ex. la reconnaissance des exploitations familiales (EF) comme pilier professionnel et culturel, la lutte contre la privatisation excessive des terres, la reconnaissance du pastoralisme, la lutte contre les OGM etc.).

On a rencontré plusieurs OP, notamment faitières (au niveau régional et national), avec des visions et missions claires, avec des représentants charismatiques et des CA des structures et avec un climat apparemment démocratique, où tous ont pu s'exprimer. Ces OP sont devenues des acteurs incontournables dans le développement rural.

Acquis au niveau sous-régional (c.à.d. Afrique de l'Ouest), les trois réseaux des organisations de producteurs sont reconnus par la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et défendent les intérêts des EF dans les groupes techniques et les comités de pilotages d'agences ou des programmes sous-régionaux. Leurs plaidoyers ont influencé les décisions régionales telles que le nouveau Programme Régional d'Investissement Agricole et de sécurité alimentaire et Nutritionnelle

*Si on parle des **faiblesses**, on constate souvent des lacunes au niveau de la gouvernance professionnelle et transparente (règlements absents ou pas suivis en ce qui concerne la gestion ou l'alternance dans les CA). Sans transparence, il n'y a pas de confiance, et sans confiance, les OP ne peuvent pas développer une énergie et un dynamisme.*

La représentation des membres de la base par un système pyramidal de représentation (niveaux local – cercle, canton ou département – région – national) est souvent formellement institutionnalisée ; cependant le dialogue entre la base et le sommet est souvent très maigre avec le résultat, que les membres à la base ne se sentent pas vraiment représentés par leurs faitières. Cette faiblesse s'explique d'un côté par un « décalage naturel » entre les préoccupations à la base et au sommet (une EF à la base voit les problèmes concrets quotidiens ; la faitière se bat pour la reconnaissance de l'EF dans des textes de la LOA), d'autre côté on doit constater que les organes de représentation par membres délégués réduisent souvent le dialogue à des transmissions d'informations.

Trop souvent, les OP manquent d'une vision et stratégie claires. Elles réagissent d'une manière réactive aux offres des bailleurs de fonds et se concentrent sur la formulation des projets, souvent à court terme. Il s'agit trop souvent des projets pilotés par une faitière nationale implémentée au niveau local, d'où une distorsion de niveau et une mauvaise compréhension de rôles et responsabilités.

Les conflits de leadership au niveau des OP faitières est une des faiblesses les plus regrettables, qui se manifestent avec un degré d'intérêt politique souvent nuisible aux intérêts des OP.

Au niveau sous-régional, les réseaux d'OP ne sont pas toujours en meilleure position pour accéder aux ressources compétitives des projets sous-régionaux gérés par l'agence de la CEDEAO. Le déficit de ressources humaines pour la conception de projets économiques capables de concurrencer avec des institutions internationales reste une faiblesse.

On s'est posé à plusieurs reprises la question pourquoi les OP existent. En fin de compte, on peut distinguer cinq logiques pour l'existence des OP :

1. *L'auto-organisation à la base pour faciliter l'accès aux intrants, la transformation, le stockage et la commercialisation des produits, souvent liée à des accès aux crédits (« un intérêt économique qui se manifeste de la part des membres ») ;*
2. *Les femmes qui s'organisent pour défendre leur statut d'égalité (« défense des intérêts sociaux ») ;*
3. *La réponse à la recherche des interlocuteurs par les bailleurs de fonds (« une réaction à des offres d'accès au financement ») ;*
4. *La création des faitières pour la défense des intérêts, souvent occupés par des fonctionnaires (« une initiative de représentants (intellectuels) élus, idéalement mandatée par la base ») ;*
5. *La volonté de l'Etat de pouvoir déléguer des fonctions qui lui incombait préalablement pour lesquelles il n'a plus les moyens (« obligation de reprendre des fonctions publiques »).*

On a également essayé d'identifier les principes de succès qui se cachent derrière les approches convaincantes et des changements encourageants :

- o *L'analyse systémique, c.à.d. identifier les filières porteuses avec atout et défis, la situation des intrants, les potentialités de la transformation, du stockage et du marché, les acteurs impliqués (et possibles) avec leurs forces et faiblesses, etc.*
- o *L'appui, pas la substitution : Le projet et les mandataires se comprennent comme structure d'appui temporaire à une structure d'OP pérenne. L'autonomie et l'appropriation de capacités par les organes et membres des structures appuyées ont la priorité.*
- o *L'orientation vers l'économie : Tous les acteurs doivent trouver un intérêt économique (et moral) dans leur engagement. Les solutions qui durent donnent à chacun son rôle et son bénéfice. Un système avec des parties perdantes ne durera pas longtemps. Il en est de même pour les systèmes qui dépendent des appuis continus d'un bailleur de fonds.*
- o *Les changements organisationnels apportés par la mise en place d'interprofession : Les acteurs « traditionnels » (commerçants, transporteurs, IMF, services d'appui, transformateurs etc.) se repositionnent pour remplir de nouveaux rôles aux côtés des OP. Leurs logiques ne sont pas toujours convergentes, mais chacun comprend la nécessité de construire le partenariat.*

La coopération avec le secteur privé comme acteur important dans le développement rural apparaît souvent dans les discussions. Cependant il faut clarifier ce terme, parce certains y incluent tout, de l'EF jusqu'à l'entreprise multinationale de semences et les banques. Dans le cadre du développement rural il semble être utile de distinguer au moins trois sous-secteurs du privé : i) les grandes entreprises ; ii) l'entrepreneuriat petit et moyen dans le secteur privé ; iii) les EF proprement dit (desquels il est souvent un peu naïf de parler d'entreprise dans le sens d'un acteur économique du marché).

Le secteur privé cherche son intégration dans l'évolution agricole et surtout dans les marchés émergents. Pour évaluer la meilleure répartition de rôles, l'évaluation des avantages comparatifs des différents acteurs reste un défi, auquel la DDC peut contribuer avec des analyses et plateformes de négociation. Cependant, en ce qui concerne la contribution du secteur privé à la sécurité alimentaire et à la lutte contre la pauvreté, il faut rester à la veille : l'intérêt du secteur privé s'arrête normalement au seuil de la non-rentabilité.

Les OP nationales s'impliquent de plus en plus dans la mise en place des interprofessions pour le développement économique des filières. Compte tenu du rôle qu'elles jouent dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques nationales à côté des ministères, elles considèrent leurs actions comme relevant du service public donc susceptible de bénéficier des ressources publiques pour financer leurs fonctionnements. Ces tendances relatives au financement et aux options économiques des OP sont à considérer. »

Subsequently to E. Bolliger's presentation, Ueli Mauderli, Focal Point GPFS SDC, shared the management response of SDC, which is available [here](#).

iii. Capitalisation of experiences of long term organic cotton engagement of Helvetas

Stefanie Kägi, Senior Advisor Sustainable Agriculture and Extension at Helvetas, presented the comprehensive study Helvetas with support of SECO conducted to capitalise the experiences of Helvetas/SECO in their organic cotton engagement. The key learning for RAS offered by farmer organisations include:

- Services best delivered by actors that substantially also benefit from the value chains trade activities
- Rural advisory service and input supply shall be financed by a margin out of product sales, therefore a minimum quantity of production is key (this shall be calculated and assessed critically in the beginning of an intervention)
- Access to trade finances is crucial for a farmer organization to offer services that benefit the farmers. Usually pre-funding by traders or loans from national and international banks are means to access trade finances. Access to these, however, remains critical and bank guarantees of donor institutions shall be considered
- **Farmers fidelity to the value chain is key for sustainability of the services for farmers:** farmers that leave the farmer organization without selling the produce, drive the costs of the producer organization by limiting the margin.
 - Farmers' fidelity depends on:
 - Timely payments -> trade capital
 - Diversified production for farm enhanced income and fund flows
 - Sales price that compensate lower yields
 - Support to mitigate risk for GM contamination
 - Fairtrade premium to bridge in-conversion period to organic production

The study is available [here](#).

iv. Youth and RAS: Agribusiness-based advisory services for young farmers

As a follow up on the topic "Youth and RAS", Serena Collina, Master Student at KIT, presented her Master Thesis on Agribusinesses and their focus on young farmers in Kenya. The presentation is available [here](#) and the full study will be shared as soon as it is published.

4. Discussion on SFRAS Advocacy Positioning and Role in national and international platforms

For several times in the past the question arose whether SFRAS should play a more active role in sharing its positions on RAS in a more strategic manner. This would mean that SFRAS shifts from a current relatively open forum to exchange knowledge among peers, mainly Swiss NGOs, private sector service providers related to RAS, to a more institutionalised organisation that is able to create, promote and advocate for prioritised topics. One hour of the SFRAS meeting was spent to an initial discussion on potential future roles of SFRAS in RAS related advocacy.

For the discussion, the group was split in three groups that discussed the following guiding questions:

- 1) According to the group members, what role does/can/should SFRAS play nationally and globally?

Feedback from the group work:

- a. Group 1:
 - i. suggests creating a new vision and mission for the SFRAS group and based on this define the role to play
 - ii. suggests that the role of SFRAS shall be to share available Swiss knowledge on RAS to a broader Swiss and international audience
- b. Group 2:
 - i. So far, SFRAS was an open exchange forum focusing on RAS in international collaboration
 - ii. New role could be to link with the Swiss Extension System, by first defining the shared interest of the two groups (international RAS experts; Swiss extension institutions)
 - iii. SFRAS should continue to be informal and open
 - iv. SFRAS should link with GFRAS (with a joint statement/contribution)
 - v. Consider becoming member of EUFRAS in order to have a stronger voice there
- c. Group 3:
 - i. Address actors that are not SFRAS members, such as “Beratungsforum Schweiz (BFS, FVS)”, “Internationale Akademie für Ländliche Beratung (IALB)”
 - ii. The group’s understanding of SFRAS is to serve as a safe space for honest and open exchange on RAS experiences and learning for Swiss NGOs
 - iii. To position SFRAS, the group proposed to compare SFRAS with other Swiss thematic platforms, such as the Swiss DRR platform or the Agusan Platform. What is their role? What is their level of institutionalisation to promote their ideas? What are synergies from which SFRAS can benefit?
- d. **Conclusion: The SFRAS group agreed that one of the upcoming meetings will be dedicated to the topic of SFRAS role, vision and mission. The group will use the time of the meeting to define its vision and mission more specifically and to decide whether, and if yes, through which channels SFRAS will more actively advocate for strategic topics.**

- 2) What are concrete topics the group members suggest addressing in a more strategic manner, nationally and globally?

Feedback from the group work:

- a. Group 1:
 - a. RAS for poverty alleviation as central point
 - b. Social inclusion in RAS
 - c. Emphasize on the fact that generation of innovation and knowledge, as well as the maintenance of RAS/innovation networks require time and resources that need to be covered by public and private funding
 - b. Group 2:
 - a. New Extensionist Learning KIT (NELK), Certificate for European Consultants in Rural Areas (CECRA)
 - b. Share of roles in pluralistic advisory service systems
 - c. Digital tools & data for extensionists
 - d. Networking of organisations to policy levels
 - e. Changing roles in knowledge and innovation systems between research, education and extension
 - f. Urban Farming / Urban linkages with extension systems
 - g. Entrepreneurship for extensionists -> career changer
 - c. Group 3:
 - d. Sharing evidence and experiences on what RAS approaches function effectively (sustainable).
- 3) What kind of documents, statements does SFRAS need to strengthen its advocacy role? What documentation/guidelines are available to build on?

Feedback from the three groups:

- a. Hanoi Statement on Rural Advisory Services
 - b. The New Extensionists
 - c. HAFL guideline / tools for advisory services
 - d. The group suggests developing a joint study on what RAS approaches function effectively; this study would serve for evidence based advocacy
- 4) One group, additionally, discussed channels through which SFRAS could share its position?
- a. GFRAS as major platform for SFRAS
 - b. Donor groups / donor platforms (to be assessed)
 - c. Private sector groups / platforms (to be assessed)
 - d. Conduct an event on RAS that goes beyond the SFRAS group
 - e. Sharing insights e.g. on the Shareweb of the A&FS Network or on a subchapter on the GFRAS webpage for SFRAS
- 5) To enrich the future discussion on SFRAS Advocacy positioning, Johannes Brunner, HAFL, shared two documents on the Swiss Extension and Knowledge System: “Das Landwirtschaftliche Wissenssystem in der Schweiz”, and “Das Landwirtschaftliche Wissenssystem in der Schweiz neu gestalten”.

5. News from members

Sarah Mader, Swissaid:

- SWISSAID participated at the 2nd International Symposium on Agroecology held at FAO in Rome and presented two posters of its work in Nicaragua and Tanzania. Mainly the work in Tanzania is closely related to RAS.
- The project *Macho Sauti*, supported by SWISSAID and the ETH, is an innovative collaboration between scientific research institutions and civil society in the development context. By merging agroecological methodologies that promote forms of reciprocal exchange of knowledge with the interactive potential of ICT's, *Macho Sauti* fosters a rich communication between small-scale farmers engaged in agroecological practices and scientific researchers. *Macho Sauti* is currently scaling out ICT tools and sociotechnical methodologies to reach a larger network of farmers in different regions of the country, who are currently taking up agroecological techniques under the supervision of SWISSAID Tanzania and Sustainable Agriculture Tanzania (SAT). The ICT platform used in *Macho Sauti* consists of open source mobile and web applications, designed for the collaborative creation of multimedia documents. Its implementation and optimization is coordinated by SWISSAID Tanzania, by reaching out and training farmers from partner associations. (see more in attached poster.)

Natalie Ernst, GFRAS:

- Publication of two GFRAS Issue Papers:
 - The first issue examines how Rural Advisory Services (RAS) will need to be suitably adapted to the needs, challenges, and opportunities facing young rural women and men in today's rapidly changing economic, social, and environmental contexts.
 - The second issue looks at the role of RAS with regards to the mobility of rural population. Aspects of climate change, demographic developments, rural-urban connectivity and the spread of conflict affect and mobilise rural people and need to be considered by RAS.
- Lorenz Schwarz as well as Natalie Ernst will leave the GFRAS Secretariat by end of June 2018. Lorenz will use his skills in a small local organisation in Kenya, while Natalie will join the Äss-Bar Bern GmbH as Regional Coordinator.

Simon Degelo, Fastenopfer:

CIDSE, the umbrella organisation in which Fastenopfer and 17 similar organisations from other countries are organised, presented its "Principles of Agroecology" during the 2nd FAO International Symposium on Agroecology, 3rd April in Rome. The main motivation to elaborate the publication, was to get more clarity and a common understanding of the concept amongst CIDSE members and its partners. The principles cover 4 dimensions of agroecology: environmental, socio-cultural, economic and political. This highlights that agroecology is more than a mere collection of environment-friendly agricultural practices. The publication was well perceived by Fastenopfer and its partners, and it largely corresponds to the approach followed in our projects.

The document can be found [here](#):